

La mondialisation et les pêcheurs en Inde

Rév. P. Thomas Kocherry

Forum Mondial des Pêcheurs (WFFP)

La mondialisation

Aujourd'hui, nous sommes dans le contexte de la mondialisation. La mondialisation a entraîné le libre mouvement des capitaux. Le marché détermine l'investissement et la production ; or, le marché dans le contexte de la mondialisation ne subvient pas aux besoins de base des gens, mais à ceux créés artificiellement. Le marché n'a d'autre valeur que le bénéfice pécuniaire. Les gens n'ont pas de valeur. Les besoins de base et les aspirations du peuple n'ont pas de valeur. Ceux qui ont de l'argent cherchent par tous les moyens à faire plus d'argent et tous les moyens sont bons pour y parvenir. Tandis que l'on promeut le libre mouvement des capitaux, les travailleurs ne sont pas libres de leurs mouvements. Il n'y a pas de justice redistributive, pas d'éthique.

La mondialisation et la pêche

En ce qui concerne la pêche en Inde, depuis des temps immémoriaux, les pêcheurs se sont fait les défenseurs et les protecteurs des côtes indiennes face à toutes les invasions étrangères et les menaces extérieures. Nous sommes généralement très robustes et nous menons une vie risquée. Nous sommes de grands chasseurs, même de requins. Nous avons une côte maritime et des EEZ très riches. La biodiversité des ressources poissonnières et des différentes espèces est très riche. 10 millions de pêcheurs attrapent 3 millions de tonnes de poissons chaque année. Les communautés de pêcheurs sont généralement très pauvres. 92 % d'entre elles vivent en-dessous du seuil de pauvreté. Les pêcheurs ont un statut social très bas et très peu d'appui politique. En dépit de leur plus grande importance par le passé, ils ont été relégués au statut de basse classe au cours de la période médiévale. Cependant, la communauté a toujours joui d'une certaine autonomie et d'une certaine dignité par le passé. Alors que les hommes se concentraient principalement sur la pêche, les femmes rester à terre et s'occupaient de faire les filets, de sécher et de vendre le poisson. Marchands, revendeurs et prêteurs sur gages sont depuis longtemps le fléau de cette communauté.

Depuis l'époque de l'indépendance en 1947, l'Inde a tenté de moderniser son économie rapidement, inspirée qu'elle était par les progrès technologiques du Nord. Ignorant les compétences et les potentialités du grand nombre de pêcheurs, le gouvernement a promu des technologies étrangères telles que la pêche au chalut, véritable guerre technologique pour découvrir des mines au fond de la mer utilisée à mauvais escient et résultant dans une pêche destructrice, sans discrimination et qui ne pouvait durer. Ces méthodes ont épuisé les ressources vitales et ont entraîné le déplacement des pêcheurs traditionnels, qui dépendent de ces ressources vitales. La déforestation due à l'industrialisation ainsi qu'à d'autres empiètements – la construction d'énormes barrages, la pollution des eaux, l'ensablement, l'aquaculture des crevettes : tous ces facteurs ont réduit de façon considérable le nombre de poissons et les moyens de subsistance des communautés de pêcheurs en Inde. Toutes ces mesures sont prises par les compagnies multinationales et les TNCs au nom du développement. Résultat : d'un côté, un bénéfice rapide au profit des gros investisseurs qui peuvent facilement fermer leur commerce une fois les ressources épuisées pour commencer à investir ailleurs, là où le bénéfice est supérieur, et de l'autre, des gens déplacés, voués à la perte totale de leurs moyens de subsistance, des gens qui vivaient de ces ressources naturelles, qu'ils chérissaient et dont ils prenaient soin.

Cette menace qui règne sur nos moyens de subsistance a forcé les pêcheurs à tisser de nouveaux liens et à nous organiser pour faire face à la situation. Le Forum National des Pêcheurs (National Fishworkers' Forum) est le résultat des efforts qui ont été faits en Inde. Grâce à une longue chaîne de grèves de la faim, de sit-ins, de rassemblements, de blocage des autoroutes nationales, des chemins de fer, des aéroports, des bureaux gouvernementaux, des ports, etc, les pêcheurs sont parvenus à obtenir une régulation de la pêche maritime. Grâce à une lutte perpétuelle, les pêcheurs ont forcé les gouvernements à apporter des régulations par zone pour les bateaux mécanisés, l'interdiction de la pêche au chalut la nuit, etc, la lutte des femmes pêcheurs contre le fait qu'elles ne peuvent plus faire les filets du fait de l'importation de machines japonaises est aussi à mentionner. En 1989, Le Forum National des Pêcheurs (NNF) a organisé une grande marche pour l'environnement, appelée la Marche de Kanyakumari, dont le slogan était "PROTEGEZ L'EAU, PROTEGEZ LA VIE". Le grand rassemblement de pêcheurs à Kanyakumari afin de souligner leurs problèmes, y compris la menace de la proposition d'une usine nucléaire à Koodamkulam en collaboration avec la Russie, a conduit la police à ouvrir le feu. Si unir tous les mouvements locaux de pêcheurs est essentiel, voir nos problèmes dans un contexte plus vaste de lutte par d'autres groupes défavorisés l'est tout autant.

Dans les années 1990, la pêche a atteint un rendement décroissant. Beaucoup d'espèces de poissons ont diminué au point qu'elles ne peuvent plus se remettre sans une baisse significative dans les prises ou un moratoire sur la pêche. Il y a tout simplement trop de bateaux pour attraper un nombre limité de poissons dans le monde. La première hausse du nombre de bateaux de pêche a eu lieu pendant la première Révolution Industrielle. Ce gonflement d'effectif a diminué au cours des deux Guerres Mondiales, mais a explosé à nouveau des années 1950 aux années 1970. Les flottes de pêche ont doublé entre 1970 et 1990.

Pour nous, pêcher est un mode de vie, pas seulement une source de revenus. La mer est notre mère. Traditionnellement, les pêcheurs artisanaux ont fourni du poisson au niveau de la consommation locale, mais à mesure que le poisson se fait rare, sa valeur augmente. Il entre sur le marché mondial et les gens du commun ne peuvent pas se l'offrir. Du coup, nous sommes déplacés et les compagnies multinationales nous remplacent complètement. La plupart des gouvernements du Nord essayent de soutenir une pêche qui ne peut durer. Selon la FAO, chaque année des gouvernements à travers le monde payent US\$ 116 milliards pour avoir l'équivalent de \$ 70 milliards de poisson. L'Union Européenne a environ 40 % de bateaux en trop pour attraper du poisson sur une base durable, d'où la "guerre du poisson". Ces gigantesques flottes de pêche ont épuisé tous les océans du monde et ont amené le déplacement à travers le monde de communautés de pêcheurs qui dépendaient de ces ressources vitales.

Les victimes de la mondialisation – dans le domaine de la pêche

Les victimes de la mondialisation ont reconnu la nécessité d'établir leurs droits, comme en témoigne par exemple le Forum Mondial des Pêcheurs (World Forum of Fisher Peoples). Ce Forum est engagé dans une campagne qui vise à établir les droits des communautés de pêcheurs à posséder des territoires maritimes et des équipements de pêche, mais aussi la distribution du poisson. Cette campagne est mise à l'honneur lors de la Journée Mondiale de la Pêche (World Fisheries Day), le 21 novembre de chaque année.

Les 10 millions de pêcheurs en Inde sont parvenus à changer la politique gouvernementale de pêche collective et à bail grâce à une lutte de longue date. Les pêcheurs canadiens se sont battus contre de gigantesques bateaux de pêche et les ITQs, le moratoires sur la pêche ainsi que la réduction des petits bateaux de pêche et des petites communautés de pêcheurs. Les pêcheurs de Gloucester aux Etats-Unis sont parvenus à faire interdire par la loi les usines de chalutier. Au Sénégal, les pêcheurs se battent contre la pêche destructrice. Au Pakistan, ils sont parvenus à faire

changer la politique d'entreprise de pêche en participation. Au Chili et en Argentine, ils ont arrêté la production du système ITQ. En Afrique du Sud, les pêcheurs artisanaux et traditionnels s'assurent de faire prévaloir leur droit politique d'exister. Nous, les pêcheurs d'Inde, faisons partie d'une alliance plus vaste du nom d' Alliance Nationale des Mouvements Populaires (National Alliance of Peoples Movements - NAPM), dont les membres sont victimes de la mondialisation. La NAPM comprend plus de 150 mouvements populaires qui non seulement se battent pour leur survie, mais qui cherchent aussi des alternatives au développement actuel qui, à longue, aura des EFFETS DESTRUCTEURS POUR TOUS. Narmada Bachao Andolan (Save Narmada Movement), qui fait partie de la NAPM en Inde, est engagé dans une lutte de vie ou de mort. Il y a 3 600 barrages sur le Narmada qui sont responsables du déplacement de 50 millions de personnes appartenant à une tribu. Ces gens sont déplacés loin des ressources vitales. Ils se battent pour posséder les territoires maritimes et la forêt. Nul sur Terre ne peut contester leur droit. La lutte consiste à faire établir ce droit naturel. Cette lutte locale et nationale a une dimension mondiale. De même, il y a l'Action Mondiale des Peuples (Peoples Global Action) où les gens se battent au niveau local et international contre les MNC, les TNCs et les Organisations Mondiales du Commerce. C'est à travers ces luttes que L'HUMANITE ENTIERE VA ETRE SAUVEE.

Mondialisation et aquaculture

Il est absolument essentiel que nous préservions les moyens de subsistance de plus de 100 millions de gens : la biodiversité de l'écosystème, les estuaires, les fleuves, les mers, 100 000 régions où la côte a un écosystème fragile sur 9 600 km de long en Inde. Toutes les méthodes d'aquaculture à l'exception de la méthode traditionnelle et de la méthode traditionnelle améliorée détruisent cet écosystème et sont la cause de la misère noire de communautés de pêcheurs sur leur territoire. Un Avis de Zone de Régulation Côtière (Costal Regulation Zone – CRZ) est en place en Inde. En dépit de cette mesure, le gouvernement veut faire passer d'autres réglementations à l'encontre de ce projet de loi.

Le 11/12/1996, le jugement de la Cour Suprême rendu par le Juge Kuldip Singh sur l'aquaculture a fait événement. Le Juge a ordonné que les industries d'aquaculture et de culture de crevettes ainsi que les mares de cultures de crevettes de la zone de régulation côtière telle qu'elle est définie par l'Avis de Zone de Régulation Côtière soient démolies et retirées de ladite zone avant le 31 Mars 1997. Par cet ordre de démolition, il cherchait à protéger l'environnement. Le gouvernement a cherché à faire passer un autre projet de loi afin de défaire ce jugement.

Le gouvernement a cherché une autre expertise de la part de sa propre autorité, la Marine Products Exports & Development Authority. Nous pouvons souligner que la MPEDA a été créée sous la Loi Parlementaire de 1972 afin de réguler et de promouvoir l'exportation de la croissance de produit marins dans la bonne direction et afin de veiller au développement de l'industrie de la pêche en Inde. Cette Autorité détient le mandat pour établir des standards pour les produits marins et aider l'industrie de la pêche de maintes façons afin que les standards internationaux soient atteints. Les services généraux développés par cette Autorité comprennent le contrôle général de la surveillance qualitative, le transfert de la technologie, l'entraînement et le développement, l'assistance financière, etc. On comprendra donc que LA MPEDA n'est pas l'Autorité appropriée pour rendre compte de l'impact environnemental. Aussi avons-nous fait objection à l'expertise environnementale menée par l'Agence du Gouvernement Indien. Nous avons demandé à la cour supérieure d'ignorer le rapport et d'adhérer aux conclusions précédentes.

La lutte

Notre lutte s'oppose aux institutions et aux équipements de tous ces gens qui n'ont pas de respect pour l'écologie et la longévité, qui exploitent les communautés de pêcheurs et sont responsables de leur déplacement. Les derniers membres de la NFF ont mis au point une grille

d'exigences contenant 42 entrées. Des accords ont été passés avec les GOI et n'ont pas été appliqués, comme c'est le cas pour 21 recommandations du Murari Committee : Saving cum Relief Scheme (Plan d'Épargne et d'Aide), provision suffisante subventionnée de diesel et de kérosène, arrêt de l'importation de 32 sortes de poisson, etc. La NFF prépare une grande mobilisation à partir du 25 juillet prochain dans toutes les capitales des États côtiers et à Delhi.

Il n'y a pas d'ordre chronologique entre la lutte et la construction main dans la main. Ces étapes peuvent se superposer.

Notre but est de protéger les ressources poissonnières ainsi que les consommateurs de poisson. A cet effet, il faudrait répondre aux problèmes locaux. En nous attaquant au problème de surcapacité, nous ne devons pas déranger les petits pêcheurs pour qui la pêche est un moyen de subsistance. La capacité la plus grande doit ouvrir la voie aux plus petites jusqu'à ce que le niveau de longévité soit atteint. Il ne s'agit pas de s'apitoyer sur les pauvres, mais il s'agit de re-instaurer une justice sociale qui a été outragée par la mondialisation et la libéralisation.

Campagne mondiale

Une campagne mondiale est nécessaire afin d'atteindre ce qui a été développé ci-dessus : c'est ce que les gens doivent exiger partout dans le monde. Nous devons organiser dans le sens d'une marche mondiale de la paix les actions des gens à travers le monde : la campagne du WFFP pour que les petites communautés de pêcheurs possèdent les territoires aquatiques et les équipements de pêche. La technologie de l'information doit être utilisée à grande échelle. Tous ces mouvements à travers le monde doivent veiller à travailler de façon complémentaire. Le NFF et le WFFP étaient présents à Seattle en 1997, à Doha en 2001 et ont protesté contre l'Organisation Mondiale du Commerce (World Trade Organization). Nous étions présents au Brésil lors de la réunion du Forum Social Mondial en 2002. Des milliers de mouvements à travers le monde comme le NAPM en Inde, Via Campasina, Peoples Global Action, International Forum on Globalization sont impliqués dans ces luttes contre l'Organisation Mondiale du Commerce, les compagnies et la mondialisation.

Il faut créer un modèle de développement et de politique dans lequel tous les êtres humains ont le droit de vivre avec un même accès aux ressources et aux opportunités. On ne peut mesurer le développement uniquement sur la quantité de la production, mais sur sa longévité et sa capacité à protéger les moyens de subsistance de tous les êtres humains. La production devrait être couplée avec une justice sociale. Une véritable mondialisation devrait libérer des mouvements de travail que les frontières nationales ne retiennent pas. L'an 2000 devrait être une véritable célébration en laissant les nations jouir d'une vraie liberté et d'une vraie égalité en les soulageant de leur dette. La technologie de l'information devrait être mise à profit dans cette campagne et devrait changer le monde. La norme générale du changement social a été : "Pensez mondialement et agissez localement. " Or, dans le contexte de la mondialisation, nous avons besoin d'un nouveau dicton : "Pensez mondialement et agissez mondialement. " A cet effet, nous devons utiliser la technologie de l'information à grande échelle.

Le véritable développement ne se fait pas par la conquête et l'esclavage, par l'accumulation et la centralisation, par le déplacement de populations et la destruction des cultures. Le développement véritable, c'est l'intégration et le travail commun à travers une justice redistributive et une décentralisation en incluant les autochtones, les tribus et les peuples indigènes.

La vie de la planète, la santé et le bien-être de l'humanité ne doivent pas être sacrifiés à la gourmandise d'un petit nombre.